No. 36145

France
and
China

Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the People's Republic of Chiua on cooperation in the field of study and peaceful use of outer space (with annex). Beijing, 15 May 1997

Eutry into force: *15 May 1997 by signature, in accordance with article 11*

Authentic texts: *Chinese and French*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 7 October 1999*

France
et
Chine

Accord eutre le Gonvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine relatif à la coopération dans le domaine de l'étude et de l'utilisation pacifique de l'espace extra-atmosphérique (avec annexe). Beijing, 15 mai 1997

Entrée en vigueur : *15 mai 1997 par signature, conformément à l'article 11*

Textes authentiques : *chinois et français*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 7 octobre 1999*

[CHINESE TEXT — TEXTE CHINOIS]

法兰西共和国政府和中华人民共和国政府关于研究与和平利用外层空间合作的协定

法兰西共和国政府和中华人民共和国政府(以下称"双方"),

注意到一九七八年一月二十一日签订的《法兰西共和国政府和中华人民共和国政府科学技术合作的协定》;

认识到在研究与和平利用外层空间方面进行国际合作的益处,并期望加强和发展这一合作;

对维护外层空间的和平利用并促进这一领域的广泛国际合作表示关心;

同时考虑到一九六七年一月二十七日《关于各国探索和利用包括月球和其他天体在内的外层空间活动原则的条约》以及双方共同参加的关于探索和利用外层空间的其他多边条约和协定;

希望在探索与和平利用外层空间方面发展互利合作;

兹达成协议如下:

第 一 条

一、在本协定范围内，双方遵照国际法并根据各自国家的现行法律和法规，促进在研究与和平利用外层空间方面的合作。

二、本协定的签订不损及每一方依其他协定和承诺所承担的义务。

第 二 条

一、本协定范围内的合作活动在平等互利的基础上进行，并应考虑到双方的利益及其工业和商业政策。

二、本协定范围内的合作可包括下列领域：

(一)应用卫星及相关地面系统；

(二)科学卫星及相关地面系统；

(三)微重力科学实验；

(四)外层空间科学研究；

(五)商业发射服务；

(六)经双方确定的其他领域。

第 三 条

本协定第二条范围内的合作可按下述方式实施：

(一)确定和实施合作项目；

(二)进行技术转让和出口；

(三)互派学者和其他专家，进行人员培训，以及参加双方确定的联合研究、设计和制造工作；

(四)交换实验数据和结果、科学信息和文献；

(五)联合举办研讨会、学术会议和展览会；

(六)双方确定的其他合作方式。

第 四 条

法兰西共和国政府和中华人民共和国政府分别指定法国空间研究中心和中国国家航天局为本协定执行机构(以下称“执行机构”)，负责实施本协定的合作事宜。

第 五 条

双方努力发展两国有关组织和企业在研究与和平利用

外层空间方面的合作。

第 六 条

本协定合作范围内所获知识产权的归属根据协定附件确定、除非第七条所述协议另有规定。协定附件为协定的组成部分。

第 七 条

一、本协定第二条和第三条确定的合作活动及实施条件和方式，包括财政条件，由双方执行机构共同确定。

二、这些活动及实施条件和方式，由双方执行机构达成的专门协议加以确定。这些协议在正式缔结之前应经双方认可，并由双方相互通知认可情况。

第 八 条

双方促进在研究与和平利用外层空间中可能出现的共同关心的法律问题方面的国际合作，必要时就此进行磋商。

第 九 条

一、双方执行机构各自负担为执行本协定而派出人员的差旅和生活费用。

二、双方根据适用于本国领土的法律，对依本协定而互派的人员及其家庭成员在办理出入境手续、颁发签证、申请居留、进出口动产、执行公务以及履行各自国家海关和税收规定等方面提供一切可能的方便和协助。

三、本条第二款的实施方式以及本协定范围内合作所需器材和设备的进出口手续，将在第七条所述专门协议中规定。

第 十 条

一、双方在解释或执行本协定过程中可能产生的争议，应尽可能通过外交途径友好协商解决。

二、如双方未能在六个月内按照本条第一款的规定解决争议，则应根据国际法规定的并经双方同意的解决程序处理。

第十一条

一、本协定自签字之日起生效，有效期五年。双方在协定的第一个五年期满时开会审议协定的实施情况，如有必要，对协定加以修改。

二、本协定在每一个有效期满后自动延长五年，除非一方在第一个有效期期满或以后任何时间提前六个月通过外交途径通知另一方终止本协定。

三、经双方同意，可在任何时候对本协定进行修改。

四、本协定如终止，除非双方另有协议，其规定对正在执行的计划仍继续适用。

本协定于一九九七年五月十五日在北京签订，用法文和中文写成，一式两份，两种文本同等作准。

法兰西共和国	中华人民共和国
政 府 代 表	政 府 代 表

附件：

双方或执行机构根据双方的国际承诺和各自国内法，有效地保护在本协定及依协定第七条缔结的专门协议下开展的活动而产生的知识产权。

双方或执行机构互相通报可能要保护的所有联合发明或工作成果，并在最佳期限内履行知识产权的保护手续。

一

1、就本协定而言，并考虑到下述第2款的规定，“知识产权”系指一九六七年七月十四日在斯德哥尔摩签署的《建立世界知识产权组织公约》第二条所包含的内容。

2、获得和使用在工业和商业范围内所取得成果的知识产权，其程序另由协议规定。

3、本附件不改变双方根据各自法律和执行机构内部章程所规定的知识产权制度，并且不损及双方的国际承诺。

4、任何一方或执行机构拥有在此前或独立研究所获得的所有知识产权。

5、联合进行的实验所取得的科学技术信息和成果应由双方共有，并应在尽可能短的时间内交换；未经另一方书面

同意，此类信息和成果不得向第三方转让。

6、本协定终止不影响之前依本附件产生的权利或义务。

二

1、在联合研究过程中产生的知识产权，双方或执行机构应共同拟定技术成果转化计划。该计划应考虑双方和其执行机构以及有关组织和企业各自对有关研究所作出的贡献。

双方或执行机构共同决定联合开发的成果是否作为知识产权加以保护或加以保密。

2、如上述计划不能在六个月内制定出来，在双方达成合适的分配方式之前，由履行手续较快的一方，作为保全措施以其名义申请知识产权保护。

3、关于非联合研究，获得和使用知识产权的程序由专门协议或另外协议规定。

4、如某项知识产权不能为其中一方的法律所保护，能保护的一方以其名义在其领土上进行保护。双方讨论确定该知识产权向第三国扩展及其权益分配问题。

5、著作权法适用于出版物。

6、任何一方或执行机构有权在各国为非商业目的翻译、复制、公开散发有关联合进行的研究项目的科技文章和报告，但需遵守下述第八款有关保密的规定。

行使上述权利的方式由专门协议或另外协议规定。

所有出版物均应署名，除非作者放弃。

7、合作范围内开发的软件著作权归出资一方或执行机构所有。出资方或执行机构可向另一方或其执行机构出让许可证，出让方式逐项确定。

如软件系双方或其执行机构共同出资或开发，适用于该软件的规定，包括商业使用费分配问题，另由协定或合同规定。

8、在本协定范围内，无论以何种形式或介质提供的所有技术诀窍和数据，特别是技术、商业或财政数据，凡符合下列机密条件的，应确定为机密信息：由于商业原因习惯上为保密的；公众未知的或不能从其他来源获得的；该信息的拥有者未曾在未做出保密义务安排的情况下将其提供给第三方的；在未曾做出保密义务安排的情况下，尚未被接受方所拥有的。

确定机密信息的责任由要求保密的一方或执行机构承担。

每一方或其执行机构告知其职员、承包商或分承包商

的机密信息，只能在遵守专门协议关于保密方式和适用期限规定的情况下加以使用。

双方或执行机构保证采取一切必要措施遵守上述保密义务。

9、向第三方提供联合研究和开发的成果，应由双方或执行机构达成书面协议。该协议规定有关信息的发放条件。

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE RELATIF À LA COOPÉRATION DANS LE DOMAINE DE L'ÉTUDE ET DE L'UTILISATION PACIFIQUE DE L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHÉRIQUE

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine (désignés ci-après les Parties"),

Ayant pris note de l'Accord de coopération scientifique et technique du 21 janvier 1978 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République Populaire de Chine,

Conscients de l'intérêt d'une coopération internationale dans le domaine de l'étude et de l'utilisation pacifique de l'espace extra -atmosphérique, et souhaitant renforcer et développer cette coopération,

Soucieux de préserver l'utilisation pacifique de l'espace extra-atmosphérique et de contribuer à une large coopération internationale dans ce domaine,

Considérant par ailleurs le Traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes du 27 janvier 1967, et ceux des autres traités et accords multilatéraux sur l'exploration et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique par lesquels les deux Parties sont liées,

Souhaitant développer une coopération mutuellement profitable dans l'exploration et l'utilisation pacifique de l'espace extra -atmosphérique,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1

1. Dans le cadre du présent Accord, les Parties promeuvent la coopération dans le domaine de l'étude et de l'utilisation pacifique de l'espace extra-atmosphérique, conformément aux législations et réglementations en vigueur dans chacun des deux Etats, dans le respect du droit international.

2. La conclusion du présent Accord est sans préjudice du respect des obligations découlant des autres accords et engagements auxquels les Parties ont souscrit.

Article 2

1. Les actions de coopération entrant dans le cadre du présent Accord s'effectuent sur une base équitable et réciproque, en tenant compte des intérêts des Parties et de leurs politiques industrielles et commerciales.

2. La coopération définie dans le cadre du présent Accord peut intervenir dans les domaines suivants :

- les satellites d'application et les segments sol associés;
- les satellites scientifiques et les segments sol associés;
- les expériences scientifiques en microgravité ;
- les études scientifiques de l'espace extra-atmosphérique
- les services de lancement commerciaux;
- tout autre domaine défini et arrêté d'un commun accord par les Parties.

Article 3

La coopération prévue dans le cadre de l'Article 2 du présent Accord peut être mise en oeuvre par:

- l'élaboration et la réalisation des projets qui découlent de cette coopération ;
- les transferts et exportations de technologies;
- les échanges de chercheurs et d'autres experts, la formation du personnel et la participation aux travaux conjoints d'étude, de conception et de réalisation définis par les Parties ;
- l'échange de données et de résultats d'expérimentations, d'informations et de documentation scientifiques;
- l'organisation conjointe de séminaires, colloques et expositions;
- toute autre activité de coopération définie d'un commun accord par les Parties.

Article 4

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de le République Populaire de Chine désignent respectivement le Centre National d'Etudes Spatiales et l'Agence Nationale Spatiale Chinoise (ci-après désignés les organismes compétents") en qualité d'organismes compétents pour mettre en oeuvre la coopération prévue par le présent Accord.

Article 5

Les Parties s'efforcent de développer la coopération entre les organismes et les entreprises concernés des deux pays pour l'étude et l'utilisation pacifique de l'espace extra -atmosphérique.

Article 6

Les droits de propriété intellectuelle acquis dans le cadre de la coopération prévue par le présent Accord sont attribués conformément aux dispositions de l'annexe qui en fait partie intégrante, sauf dispositions particulières figurant dans les conventions visées à l'Article 7.

Article 7

1. Les actions de coopération visées aux Articles 2 et 3 du présent Accord, ainsi que les conditions et modalités de leur exécution y compris les conditions financières, sont arrêtés d'un commun accord par les organismes compétents.

2. Ces actions, ainsi que leurs conditions et modalités d'exécution, font l'objet de conventions particulières conclues par les organismes compétents. Ces conventions sont transmises avant leur conclusion formelle aux Parties qui les approuvent et s'informent mutuellement de leur acceptation.

Article 8

Les deux Parties promeuvent la coopération internationale sur les questions juridiques d'intérêt commun susceptibles d'apparaître dans les enceintes appropriées, dans le cadre de l'étude et de l'utilisation pacifique de l'espace extra -atmosphérique, et se consultent si nécessaire à cet effet.

Article 9

1. Chaque organisme compétent prendra à sa charge les frais de voyage et de séjour de ses personnels envoyés en mission pour l'exécution du présent Accord.

2. Conformément au droit applicable sur le territoire de l'Etat dont elles relèvcnt, les Parties fournissent toutes les facilités et l'assistance possibles aux personnels échangés dans le cadre du présent Accord et aux membres de leur famille notamment pour l'accomplissement des procédures d'entrée et de sortie du territoire, l'octroi des visas, les demandes d'autorisation de séjour, ainsi que pour l'importation et l'exportation de leurs effets mobiliers, l'exécution de leur mission, l'application des règles douanières et fiscales en vigueur sur leurs territoires respectifs.

3. Les modalités de mise en oeuvre de l'alinéa 2 du présent Article ainsi que les formalités d'importation et d'exportation des matériels et équipements nécessaires à la coopération dans le cadre du présent Accord, seront fixées dans les conventions particulières mentionnées à l'Article 7.

Article 10

1. Les différends susceptibles d'apparaître lors de l'interprétation ou de l'exécution du présent Accord doivent être, dans toute la mesure du possible, réglés à l'amiable par les Parties, par la voie diplomatique.

2. Au cas où les Parties n'ont pas, conformément au paragraphe 1er ci-dessus, réglé un différend dans un délai de six mois, ce différend est soumis à une procédure de règlement des différends prévue par le droit international et acceptée d'un commun accord par les Parties.

Article 11

1. Le présent Accord entre en vigueur à compter de la date de sa signature pour une durée de cinq ans. A l'issue de la période d'application initiale de cinq ans, les Parties se réunissent pour examiner les conditions de mise en oeuvre du présent Accord et, le cas échéant, procéder à sa révision.

2. Il sera renouvelé par tacite reconduction pour des périodes égales de cinq ans si l'une ou l'autre des Parties n'a pas, six mois avant la date d'expiration de la période d'application initiale, ou à une date ultérieure avec un préavis de six mois, informé l'autre Partie, par la voie diplomatique, de son intention de mettre fin au présent Accord.

3. Il pourra être amendé à tout moment d'un commun accord.

4. Au cas où le présent Accord prendrait fin, ses dispositions continueraient néanmoins à s'appliquer pour les programmes en cours, à moins que les Parties n'en conviennent autrement.

Fait le 15 mai 1997 à Pékin en double exemplaire, chacun en langues française et chinoise, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République française :

FRANÇOIS FILLON

Pour le Gouvernement de la République Populaire de Chine :

LIU JIYUAN

ANNEXE

Les Parties ou les organismes compétents protègent de manière effective, conformément aux engagements internationaux auxquels elles ont souscrit ainsi qu'à leur droit interne respectif, les droits de propriété intellectuelle issus des activités conduites au titre du présent Accord et des conventions particulières visées à l'Article 7.

Les Parties ou les organismes compétents s'informent mutuellement de toute invention conjointe ou résultats de travaux conjoints susceptibles d'être protégés et procèdent, dans les meilleurs délais, aux formalités de protection de la propriété intellectuelle.

Section I

1. Aux fins du présent Accord et sous réserve du paragraphe 2 ci -après, l'expression propriété intellectuelle a le sens que lui attribue l'Article 2 de la Convention portant création de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, signée à Stockholm le 14 juillet 1967.

2. Les procédures d'acquisition et d'utilisation des droits de propriété intellectuelle relatifs à des travaux réalisés dans un cadre industriel et commercial sont définies dans des conventions spécifiques.

3. La présente Annexe ne modifie pas les régimes de la propriété intellectuelle des Parties qui seraient régis par le droit de chacune d'elles et les règlements internes des organismes compétents et ne saurait porter atteinte aux engagements internationaux conclus par les Parties.

4. Chaque Partie au organisme compétent est titulaire de tous les droits de propriété intellectuelle acquis antérieurement ou résultant de recherches indépendantes.

5. Les informations et les résultats scientifiques et techniques obtenus par la réalisation d'expérimentations conjointes sont la propriété commune des deux Parties et échangés dans un délai le plus court possible et ne doivent pas être transférés à un tiers sans l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

6. La fin du présent Accord n'affecte pas les droits ou obligations découlant de la présente Annexe dès lors qu'ils sont antérieurs à cette terminaison.

Section II

1. Pour la propriété intellectuelle créée au cours d'une activité de recherche conjointe, les Parties ou les organismes compétents élaborent conjointement un plan de valorisation des technologies. Ce plan de valorisation des technologies prend en considération les contributions respectives des Parties et de leur organisme compétent, ainsi que celles des organismes et entreprises concernés, à l'activité de recherche considérée.

Les Parties ou les organismes compétents décident d'un commun accord si les résultats des travaux menés conjointement doivent être protégés par un titre de propriété intellectuelle ou être gardés secrets.

2. Si ce plan de valorisation des technologies ne peut être établi dans un délai de six mois, il appartient à la Partie la plus diligente de procéder, en son nom, à titre conservatoire, à la protection de la propriété intellectuelle avant que les Parties ne conviennent de modalités de répartition appropriées.

3. Dans les cas qui ne relèvent pas des recherches définies comme conjointes, les procédures d'acquisition et d'utilisation des droits de propriété intellectuelle sont définies par les conventions particulières ou des conventions spécifiques.

4. Au cas où un objet de propriété intellectuelle ne peut être protégé par la législation de l'Etat de l'une des Parties, la Partie dont la législation prévoit la protection de cet objet effectue cette protection en son nom sur son territoire. Les Parties engagent des discussions afin de déterminer les extensions à effectuer dans les pays tiers et la répartition des droits de propriété intellectuelle sur cet objet.

5. Les publications sont couvertes par les droits d'auteur.

6. Chaque Partie ou organisme compétent jouit, dans tous les pays, d'un droit de traduction, reproduction et diffusion publique, à des fins non commerciales d'Articles et rapports scientifiques et techniques concernant les recherches menées conjointement, sous réserve du respect des dispositions concernant la confidentialité figurant au paragraphe 8 ci-après.

Les conventions particulières ou des conventions spécifiques définissent les modalités d'exercice de ce droit.

Tous les exemplaires des publications doivent porter la mention du nom de l'auteur, à moins que l'auteur ne renonce à la mention de son nom.

7. Les droits d'auteur sur les logiciels développés dans le cadre de la coopération sont la propriété de la Partie ou de l'organisme compétent qui en a financé le développement et qui peuvent concéder à l'autre Partie ou à son organisme compétent des licences dont les modalités sont définies au cas par cas.

Lorsqu'il s'agit de logiciels cofinancés ou développés en commun par les deux Parties ou leurs organismes compétents, le régime applicable à ces logiciels est défini par les accords ou contrats spécifiques, y compris la répartition des redevances en cas d'utilisation commerciale.

8. Tout savoir-faire, toute donnée notamment technique, commerciale ou financière, quels qu'en soient la forme ou le support, communiqué dans le cadre du présent Accord doit être désigné comme tel de façon appropriée, dès lors qu'il remplit les conditions de confidentialité suivantes :

- est habituellement tenu secret pour des raisons commerciales,

- n'est pas connu ou accessible au public à partir d'autres sources,

- n'a pas été communiqué antérieurement par le titulaire à des tiers sans une obligation de confidentialité,

- n'est pas déjà détenu par le destinataire sans une obligation de confidentialité.

La responsabilité de cette désignation incombe à la Partie ou à l'organisme compétent qui exige cette confidentialité.

Les informations confidentielles communiquées par chacune des Parties ou leurs organismes compétents à leurs employés, aux maîtres-d'oeuvre et aux sous-traitants, ne peuvent être utilisées que dans le respect des conventions particulières qui auront prévu les modalités et la durée d'application de cette confidentialité.

Les Parties et les organismes compétents s'engagent à prendre toutes dispositions nécessaires pour le respect des obligations de confidentialité ainsi définies.

9. La mise à disposition de tiers des résultats des recherches et des développements effectués conjointement doit faire l'objet d'un accord écrit entre les Parties ou les organismes compétents. Cet accord définira les conditions de la diffusion des dites informations.

[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINA ON COOPERATION IN THE STUDY AND PEACEFUL USE OF OUTER SPACE

The Government of the French Republic and the Government of the People's Republic of China (hereinafter referred to as "the Parties"),

Having taken note of the Agreement relating to Science and Technology of 21 January 1978 between the Government of the French Republic and the Government of the People's Republic of China,

Aware of the importance of international cooperation in the study and peaceful use of outer space, and wishing to strengthen and develop such cooperation,

Concerned to preserve the peaceful use of outer space and to contribute to broad international cooperation in this field,

Considering the Treaty on Principles Governing the Activities of States in the Exploration and Use of Outer Space, including the Moon and Other Celestial Bodies, of 27 January 1967, and the principles of other multilateral agreements and treaties on the exploration and use of outer space that are binding on both Parties,

Wishing to develop mutually profitable cooperation in the exploration and peaceful use of outer space,

Have agreed as follows:

Article 1

1. Within the framework of this Agreement, the Parties shall promote cooperation in the study and peaceful use of outer space, in conformity with the legislation and regulations in force in each of the two States and in accordance with international law.

2. This Agreement is concluded without prejudice to the obligations arising from other agreements and commitments entered into by the Parties.

Article 2

1. Cooperative activities under this Agreement shall be carried out on the basis of equity and reciprocity, taking into account the interests and the industrial and commercial policies of each Party.

2. Cooperation as defined in this Agreement may take place in the following areas:

- applications satellites and the associated ground segments;
- scientific satellites and the associated ground segments;
- scientific experiments conducted under conditions of microgravity;

- scientific studies of outer space;
- commercial launch services;
- any other area that the Parties determine and decide by common consent.

Article 3

Cooperation under article 2 of this Agreement may be carried out through:

- the development and implementation of projects arising from cooperation;
- the transfer and export of technology;
- exchanges of researchers and other experts, staff training, and participation in joint study, design and implementation activities decided by the Parties;
- the exchange of experimental data and results, and of scientific information and documentation;
- the joint organization of seminars, symposia and exhibitions;
- any other cooperative activity mutually agreed to by the Parties.

Article 4

The Government of the French Republic and the Government of the People's Republic of China hereby designate the National Centre for Space Studies and the Chinese National Space Agency (hereinafter referred to as "the competent bodies") as their respective competent bodies for the implementation of cooperation under this Agreement.

Article 5

For the study and peaceful use of outer space, the Parties shall endeavour to promote cooperation between the relevant bodies and enterprises of the two countries.

Article 6

Intellectual property rights acquired during cooperation under this Agreement shall be allocated as stipulated in the Annex, which constitutes an integral part of the Agreement, without prejudice to special provisions that may be included in the conventions referred to in article 7.

Article 7

1. The cooperative activities described in articles 2 and 3 of this Agreement, and the conditions and arrangements for implementing them, including the financial requirements, shall be decided on by mutual agreement between the competent bodies.

2. These activities, and the conditions and arrangements for implementing them, shall be set out in special conventions concluded by the competent bodies. Before such conven-

tions are formally concluded, they shall be sent for approval to the Parties, which shall notify each other of their acceptance.

Article 8

The two Parties shall promote international cooperation on legal questions of mutual interest that may arise in the appropriate forums in connection with the study and peaceful use of outer space, and shall consult each other thereon if necessary.

Article 9

1. Each competent body shall bear the travel and subsistence expenses of its own staff when they are sent on mission for the purpose of implementing this Agreement.

2. In conformity with the law applicable in the territories of their States, the Parties shall provide all possible assistance to staff who are exchanged under this Agreement, as well as to the members of their family, so as to facilitate entry and exit procedures, the granting of visas and authorization for residence, the import and export of household effects, the conduct of missions, and the application of customs and tax regulations in force in the respective territories.

3. The arrangements for implementing paragraph 2 of this article, and the formalities for importing and exporting materials and equipment required for cooperation under this Agreement, shall be established in special conventions as mentioned in article 7.

Article 10

1. Insofar as possible, any disputes over the interpretation or implementation of this Agreement that may arise shall be settled informally by the Parties through the diplomatic channel.

2. In the event that a dispute has not been settled by the Parties within six months, as provided for in paragraph 1 above, it shall be submitted to an arbitration procedure established in international law and mutually agreed to by the Parties.

Article 11

1. This Agreement shall enter into force with effect from the date it is signed for a five-year period. At the conclusion of the initial five-year period, the Parties shall meet in order to review the implementing arrangements and, if necessary, to revise the Agreement.

2. This Agreement shall be renewed automatically for further five-year periods provided that, six months before the date of expiry of the initial implementation period, or at a subsequent date giving six months' notice, neither Party has informed the other Party through the diplomatic channel of its intention to terminate the Agreement.

3. The Agreement may be amended at any time by mutual consent.

4. Should the Agreement come to an end, its provisions shall continue to apply to any ongoing programmes unless the Parties decide otherwise.

DONE on 15 May 1997 at Beijing in two copies, each in the French and Chinese languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:
FRANÇOIS FILLON

For the Government of the People's Republic of China:
LIU JIYUAN

ANNEX

In accordance with the international commitments they have entered into and with their respective domestic laws, the Parties or competent bodies shall ensure effective protection of the rights to intellectual property arising from activities carried out under this Agreement and the special conventions referred to in article 7.

The Parties or competent bodies shall inform each other of any joint invention or of the outcome of any joint work that may be protectable, and shall promptly take the necessary measures to secure the protection of the intellectual property.

Section I

1. For the purposes of this Agreement, and without prejudice to paragraph 2 below, "intellectual property" is understood to have the meaning given in article 2 of the Convention Establishing the World Intellectual Property Organization, signed in Stockholm on 14 July 1967.

2. Procedures for the acquisition and use of intellectual property rights relating to work carried out in an industrial and commercial setting shall be laid down in specific conventions.

3. This Annex shall not modify the provisions applying to intellectual property that are governed by the law of either Party or the internal regulations of the competent bodies. Nor shall it affect any international commitments entered into by the Parties.

4. Each Party or competent body shall have ownership of all intellectual property rights acquired previously or resulting from independent research.

5. Scientific and technical information and results obtained through joint experimentation shall be the common property of both Parties, shall be exchanged as quickly as possible, and shall not be made available to a third party without the prior written consent of the other Party.

6. The rights or obligations arising from this Annex shall not be affected by the termination of the Agreement provided that they predated such termination.

Section II

1. In respect of intellectual property that is created during joint research, the Parties or competent bodies shall jointly draw up a technology-exploitation plan. That plan shall consider the relative contributions of the Parties and their competent bodies, and those of any organizations and enterprises involved, to the research in question.

The Parties or competent bodies shall decide by mutual consent whether the results of the joint work should be protected by title to the intellectual property or kept secret.

2. If the technology-exploitation plan cannot be drawn up within six months, the more diligent Party, acting in its own name, may proceed to secure protection for the intellectual property, with a view to safeguarding it before agreement is reached by the Parties on an appropriate allocation method.

3. In cases not relating to research defined as joint research, the procedures for the acquisition and use of intellectual property rights shall be laid down in special conventions or specific conventions.

4. In the event that the intellectual property is of a type for which protection is not available under the laws of the State of one Party, the Party whose legislation provides for such protection shall ensure that the intellectual property concerned is protected in its name and in its territory. The Parties shall conduct discussions with a view to deciding on extension of the scope of protection to third countries and allocation of rights to the intellectual property.

5. Publications shall be protected by copyright.

6. Without prejudice to the provisions concerning confidentiality contained in paragraph 8 below, each Party or competent body shall have a right in all countries to translate, reproduce and publicly distribute scientific and technical articles and reports on joint research for non-commercial purposes.

The arrangements for exercising this right shall be set out in special conventions or specific conventions.

All copies of publications shall indicate the name of the author unless the author declines to be named.

7. Copyright on software developed within the framework of cooperation shall be owned by the Party or competent body which financed the development of the software and which can grant licences to the other Party or its competent body, the licensing arrangements to be determined on a case-by-case basis.

The provisions applicable to software programs that have been jointly financed or developed by both Parties or their competent bodies, including the allocation of royalties from commercial use, shall be set out in specific agreements or contracts.

8. Any technical, commercial, financial or other kind of know-how or information made available under this Agreement, regardless of its physical form or medium, must be appropriately designated as confidential whenever it fulfils the following conditions:

- it is ordinarily kept secret for commercial reasons;

- it is not known or publicly available from other sources;

- the owner has not previously communicated it to third parties without imposing an obligation to keep it confidential;

- it is not already in the possession of the recipient without an obligation to keep it confidential.

Responsibility for so designating it shall reside with the Party or competent body requiring that it be kept confidential.

Confidential information that either Party or its competent body makes available to its employees, to prime contractors or to subcontractors may be used only in conformity with special conventions specifying how and for what period of time confidentiality is to be maintained.

The Parties and the competent bodies undertake to do everything necessary to ensure that confidentiality as thus specified is respected.

9. The results of jointly conducted research and development shall not be made available to third parties in the absence of a written agreement between the Parties or their competent bodies specifying the conditions under which such information is to be distributed.